



**Avec Philip Roth,  
par Josyane Savigneau**

**M • LE MAGAZINE DU « MONDE »**  
UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,  
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

# WEEK-END

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

## les services secrets

profil du tueur de Toulouse. Bernard Squarcini en difficulté



Capture  
d'écran du JT  
de France 2 du  
21 mars 2012.

SIPA

tophe Teissier, chargé de l'enquête sur les assassinats, il explique que Merah ne correspondait pas au profil classique des djihadistes : « Sur plus d'une trentaine de Français djihadistes partis de France vers la zone pakistano-afghane, Mohamed Merah n'a jamais attiré l'attention des services par son comportement radical : pas de signe extérieur de radicalisme religieux, pas de lien avec la mouvance islamiste toulousaine lors des retours de ces voyages. »

Les notes déclassifiées de la DCRI prouvent pourtant que le jeune délinquant était suivi depuis 2006 « dans le cadre de la surveillance de la mouvance salafiste toulousaine ». Cette surveillance se renforce considérablement début 2011, lorsque la DCRI apprend que Merah a été contrôlé six semaines auparavant par la police afghane à Kandahar, « ville considérée comme un bastion taliban ».

LAURENT BORREDON ET EMLINE CAZI  
► Lire la suite pages 2-3

## Paris

se situe dans le...  
résident Jacques...  
la responsabilité...  
déportation des...  
il brise un silence...  
que la forme atté...  
e ignominie : le...  
it.  
s porte-parole, le...  
n Jacob, chef de...  
blée, l'opposition...  
olérable» l'initiati...  
C'est une réac...  
thétique : celle...  
on incapable de...  
us des conflits par...  
ne opposition qui...  
l'on restât dans...  
omb indigne...  
ue sûre d'elle.  
a accompli un pas...  
réconciliation de...  
on histoire et avec...  
n fait. ■

## Accord de façade à Bruxelles entre M. Hollande et M<sup>me</sup> Merkel

**EUROPE** Le compromis trouvé le 19 octobre sur la supervision des banques européennes par la BCE ne résout pas les différends entre Paris et Berlin. **Page 7**



## Impossibles retrouvailles

**MUSIQUE** Reformuler le groupe rock Téléphone ? Les fans en rêvent, mais les musiciens ne se parlent plus. **M le magazine**

## Réforme de l'école : les instits négocient une hausse de salaire

**ÉDUCATION** Les syndicats dénoncent un alourdissement du temps de travail sans compensation financière avec le passage à 4,5 jours de classe par semaine. **Page 9**

# A Bruxelles, M. Hollande et M<sup>me</sup> Merkel s'accordent sur un compromis a minima

La supervision bancaire qui faisait l'objet de tensions entre la France et l'Allemagne reste officiellement l'objectif à atteindre même si elle ne pourra être effective avant 2014

Bruxelles  
Envoyés spéciaux

Un sommet sans véritable enjeu au regard de celui de juin, où l'urgence ordonnait d'éteindre l'embrasement de la zone euro. Un accord de façade, dont le seul avantage est de ne pas revenir sur le consensus alors âprement négocié. Et, entre les deux, un affrontement musclé entre François Hollande et Angela Merkel, le premier plaidant pour une accélération de l'union bancaire, la seconde lui opposant le durcissement du contrôle budgétaire. Tel a été le curieux scénario du Conseil européen des 18 et 19 octobre.

Mais comme toujours à Bruxelles, l'issue politique de ce conseil demeure affaire d'interprétation. « Il faut qu'il se passe quelque chose », expliquait en privé le président de la République, ces derniers jours, tandis qu'Angela Merkel souhaitait privilégier « la qualité à la vitesse » sur le sujet sensible du moment : la supervision des banques de la zone euro. Voilà pourquoi François Hollande, dans la nuit de jeudi à vendredi, s'en félicitait : « Nous avons trouvé le bon compromis », indiquait-il, en posant : « Je l'ai dit : le pire est passé. Mais nous n'en avons pas terminé. »

Le bon compromis sur la supervision des banques de la zone euro ? En l'occurrence, une affaire de calendrier : « Avoir un accord sur le cadre légal d'ici à la fin de l'année, afin qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2013 la Banque centrale européenne puisse travailler sur un mécanisme unique de supervision » de quelque 6 000 banques européennes, indiquait un des sherpas de François Hollande.

Pour concilier les points de vue, Mario Draghi, le patron de la BCE, a expliqué aux dirigeants européens qu'il lui faudrait entre six mois et douze mois pour mener à bien les travaux. Avec un objectif : que la supervision soit bel et bien en place début 2014. La réalité, au-delà du service après-vente, est plus prosaïque. « On n'a pas reculé, mais on n'a pas avancé », concédaient plusieurs sources. Angela Merkel n'entendait surtout pas s'attarder sur les questions de détails qui risquent de susciter de



La chancelière allemande, Angela Merkel, lors de son arrivée à une conférence de presse à Bruxelles après la première réunion du sommet européen, vendredi 19 octobre. YVES HERMAN/REUTERS

longues heures de tractations avant tout accord d'ici à la fin du mois de décembre.

Pour le président français, le calendrier retenu doit surtout permettre aux fonds de secours de la zone euro de recapitaliser directement, à une date toujours incertaine dès 2013, les banques espagnoles en difficulté, sans grever davantage l'endettement de l'Espagne. Quant à la chancelière, elle souhaitait surtout temporiser sur la recapitalisation des banques, dont elle craint qu'elle ne braque l'opinion allemande. « Cette supervision bancaire doit être effectivement en mesure d'agir », avant de voler au secours des enseignes financières, a-t-elle martelé à l'issue de neuf heures de réunion.

L'objectif de l'un comme de l'autre était de limiter la casse, alors que l'union monétaire bénéficie d'un répit prolongé sur les marchés. Les deux dirigeants n'ont pourtant pas purgé toutes leurs divergences sur l'union bancaire, comme sur le renforcement de la zone euro, longuement discuté par les Vingt-Sept dans la nuit. Devant ses collègues, M. Hollande

s'est interrogé sur la contractualisation avec Bruxelles des réformes censées muscler la compétitivité des Européens, une idée soutenue par Angela Merkel. Tous deux défendent aussi des approches différentes au sujet du budget de la zone euro, tandis qu'Herman Van

Pour M. Hollande, « il faut qu'il se passe quelque chose » ; M<sup>me</sup> Merkel, elle, veut privilégier « la qualité à la vitesse »

Rompuy, le président du Conseil européen, a été mandaté du bout des lèvres par ses collègues pour détailler ces quelques pistes d'ici au sommet de décembre.

Signe des temps, les échanges entre le chef de l'Etat et la chancelière allemande se tendent instantanément dès que l'un ou l'autre s'éloigne des chemins déminés par les diplomates. Jeudi matin, quelques heures avant le sommet, la chancelière allemande emboi-

tait le pas de son ministre des finances, Wolfgang Schäuble, pour demander, devant le Bundestag, la désignation d'un super-commissaire européen en charge des questions économiques et budgétaires. « Nous pensons qu'il faudrait aller plus loin en confiant à l'Europe de réels droits d'intervention dans les budgets nationaux », a expliqué M<sup>me</sup> Merkel.

La réplique du président français n'a pas tardé. A peine arrivé à Bruxelles, il prenait le contre-pied de la chancelière : « Le sujet du conseil n'est pas l'union budgétaire, c'est l'union bancaire. » « Un super-commissaire avec des superpouvoirs, c'est un nouveau traité », estimait un membre de la cellule diplomatique de l'Elysée. Dans la nuit, M. Hollande expliquait pourquoi à ses yeux la question du contrôle budgétaire n'était pas le sujet du jour : « S'il était mis en commun des ressources supplémentaires ou créé des eurobonds, alors assez légitimement il y aurait des contrôles plus stricts à introduire. Mais nous n'en sommes pas là. »

DAVID REVAULT D'ALLONNES  
ET PHILIPPE RICARD

## Les Vingt-Sept viendront à 30 pour recevoir leur Nobel

L'Union européenne donne décidément l'impression de s'accrocher au prix Nobel de la paix qui lui a été décerné le 12 octobre comme à une bouée de sauvetage. L'« affaire » de la présence à Oslo, le 10 décembre, pour la remise du prix semblait réglée depuis une entrevue, dans la soirée du 16 octobre, entre les présidents du Conseil, de la Commission et du Parlement européen. Herman Van Rompuy, José Manuel Barroso et Martin Schulz s'étaient mis d'accord sur le principe d'une visite conjointe en Norvège. Il restait à régler quelques détails importants : qui recevra le prix en premier et à qui iront les 930 000 euros de récompense ?

Quarante-huit heures plus tard, le modeste mais rusé M. Van Rompuy lançait toutefois, par le biais du réseau Twitter, une autre idée : la présence, à cette « occasion festive », de tous les chefs d'Etat et de gouvernement ! Vingt-sept personnalités conviées à co-célébrer « l'immense honneur pour nos pays, nos institutions et par-dessus tous nos citoyens ». Angela Merkel a dit « ja » ; François Hollande a enchaîné, les autres dirigeants ont promis de faire un gros effort pour aménager leur agenda.

Le comité Nobel remettra donc la récompense aux trois présidents avec, au premier rang, le gratin des dirigeants de l'Union, auxquels ne manqueront pas de se joindre, « à titre personnel », d'autres personnalités.

Ce compromis inattendu se substitue à l'idée d'envoyer 27 enfants issus des pays membres à Oslo. Sans doute parce qu'elle aurait permis d'ironiser sur le caractère encore infantile de la construction européenne...

A l'inverse, d'autres évoquaient l'idée de déléguer sur place des « pères » du projet, comme Jacques Delors, ancien président de la Commission, ou Helmut Kohl, ex-chancelier allemand.

« Génant », ont jugé certains, parce que cet honneur fait aux anciens aurait peut-être crûment illustré que l'Union de 2012 est aussi en panne de grands dirigeants.

Les discussions sur la réception du prix auront au moins permis de mettre un terme aux interrogations sur les motivations de l'attribution du prix. Et sur l'apparente impuissance de beaucoup de ceux qui seront à Oslo à résoudre une crise qui est sans doute la plus grave qu'ait connue l'Union. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS  
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

## Le mouvement anti-austérité s'élargit en Grèce

Athènes  
Correspondance

Un sexagénaire est mort d'une crise cardiaque, jeudi 18 octobre à Athènes, lors d'une manifestation qui a réuni plusieurs dizaines de

milliers de personnes pour protester contre les mesures d'austérité. La mort de ce chômeur intervient un an après la mort d'un ouvrier du bâtiment, également d'une crise cardiaque, lors des manifestations de l'automne 2011.

Organisée, le même jour que le sommet européen, la manifestation regroupait des employés du public et du privé, qui défilaient sous des banderoles demandant le départ de la « Troïka » du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne. A l'attention des journalistes étrangers, les slogans sont parfois aussi anglais qu'explicités : « Troïka, get the fuck out ! »

### Nouvelles baisses de salaire

Ils protestent contre les nouvelles mesures d'austérité qui prévoient de nouvelles baisses de salaire et de retraite et des hausses d'impôts pour réaliser 11,7 milliards d'économies dans les deux prochaines années (ou dans les quatre prochaines années si le premier ministre, Antonis Samaras, réussit à obtenir ce délai auprès de ses partenaires européens).

La perspective des hausses d'impôts a mobilisé plusieurs milliers de commerçants venus de toute la Grèce qui ont rejoint les cortèges syndicaux, place Syntagma. Eleni, une opticienne de la région de Salonique (Macédoine), était venue pour la première fois manifester à Athènes. « Mon chiffre d'affaires a diminué de 60 % et on me demande de payer plus d'impôts. Je ne peux pas les

payer. » « Tous les magasins ferment », renchérit Babis, un horloger du nord de la Grèce.

La manifestation s'est déroulée de façon pacifique, à l'exception d'incidents opposant quelques dizaines de jeunes qui ont lancé des cocktails Molotov sur des policiers, devant les grands hôtels de la place Syntagma où sont installés les journalistes des télévisions étrangères qui diffusent en boucle ces images dans le monde entier. Les policiers ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène.

Les échauffourées ont commencé peu après 13 heures. La manifestation s'est dispersée en début d'après-midi, sans que de nouveaux incidents ne se produisent. Pour cette deuxième grève générale du mois d'octobre, les chauffeurs de taxis avaient également cessé le travail, mais les métros fonctionnaient pour permettre l'acheminement des manifestants.

D'autres mouvements devaient avoir lieu au moment du vote au Parlement des mesures d'austérité. Les syndicats ont appelé à une nouvelle grève générale le 14 novembre, date à laquelle les syndicats portugais et peut-être espagnols descendront également dans la rue pour protester contre les mesures d'austérité. ■

ALAIN SALLES

OTAGE DES TALIBANS : CE QUI S'EST RÉELLEMENT PASSÉ.

HERVE GHESQUIERE  
547 JOURS

DANS LE PIÈGE AFGHAN

Albin Michel

LO'JO  
CINEMA EL MUNDO  
NOUVEL ALBUM DISPONIBLE EN PHYSIQUE ET EN DIGITAL

Concerts à la Maroquinerie  
Paris les 25 & 26 octobre

www.lojo.org

harmonia mundi MUSIQUES ACTUELLES  
www.worldvillagemusic.com